

"L'achèvement du grand marché est surtout une question politique" dans Europe (4 février 1988)

Légende: Dans son éditorial du 4 février 1988, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, souligne que la volonté politique collective des États membres de la Communauté européenne est une condition primordiale pour la réalisation des objectifs économiques des Douze.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. Riccardi, Lodovico ; RRéd. Chef Riccardi, Ferdinando. 04.02.1988, n° 4714. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_achevement_du_grand_marche_est_surtout_une_question_politique"_dans_europe_4_fevrier_1988-fr-e4468229-16a4-4683-8aed-24189afc817f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

L'achèvement du grand marché est surtout une question politique

Le groupe restreint composé de chefs de grandes industries européennes constitué au sein de la "Table Ronde des industriels européens" vient de se réunir à Bruxelles, sous la présidence du Dr. W. Dekker (Philips International) qui a pris la succession du Suédois M. G. Gyllenhammar (Volvo). Les membres de ce Groupe de soutien du marché intérieur ont eu l'occasion, entre autres, de faire le point, avec le Vice-Président de la Commission, Lord Cockfield, sur l'état d'avancement des travaux pour l'exécution du "Livre Blanc" relatif à l'achèvement du Marché Intérieur. Ces travaux (cfr. à ce sujet le programme de travail du Conseil, pp. 7 et 8 de ce Bulletin) utilisent désormais (depuis le 1er juillet 1987) les procédures arrêtées dans l'Acte Unique, notamment les articles 6 et 7, et les articles 13 et suivants.

Rappelons que le Dr. Dekker, qui avait lancé en janvier 1985 le programme "Europe 1990 : an agenda for action" dont nous avons parlé dans notre Editorial du 14-15/1/ 1985 a été un des pionniers du mouvement par lequel les entreprises européennes se sont engagées à pousser la Communauté à faire le saut de qualité indispensable pour lui permettre, par la création d'un véritable espace européen unifié, de faire face au défi économique et politique mondial.

Il est significatif - et il serait étonnant que le prochain sommet n'en tienne pas compte - que des hommes comme Dekker et autres se rendent compte que ce saut de qualité est plus nécessaire que jamais et que la mise en oeuvre rapide du Plan Delors en est une des conditions. Depuis longtemps, les milieux d'affaires sont de plus en plus inquiets et réclament les réformes institutionnelles nécessaires pour atteindre les objectifs auxquels ils sont intéressés par priorité. Il y a plusieurs mois déjà le Président de l'UNICE, M. Ratjen, constatait que jusqu'ici, "les Etats membres ne se sont pas suffisamment tournés vers l'Europe pour trouver des solutions au redressement de leurs économies" et demandait que l'on fasse avancer l'intégration. Ces hommes, qui agissent dans un monde réel et qui recherchent l'efficacité globale du système, sans se laisser influencer par des préjugés idéologiques ou par des nostalgies nationales, s'aperçoivent, chaque jour davantage, que si l'obstacle plus visible à la création d'un marché unique est l'existence de douze systèmes bureaucratiques sclérosés et sclérosants, qui s'accrochent aux pouvoirs dérisoires qu'ils détiennent pour empêcher que l'Europe se fasse à leur détriment, l'obstacle véritable est ailleurs, et il est de nature politique. Il ne suffit plus de démolir les frontières par des mesures techniques, car les entraves iront sans doute resurgir sous d'autres apparences. La solution ne peut être que politique, et résulter d'une convergence de volontés résolues à dépasser le cadre national.

Cette volonté politique collective ne s'est pas manifestée jusqu'à présent, et il est très difficile qu'elle se dégage de l'initiative des Etats nationaux qui n'ont pas de vocation suicidaire. C'est pourquoi ceux qui croient qu'elle est nécessaire, doivent s'adresser, pour la mobiliser, à l'opinion publique et aux représentants légitimes des peuples, qui siègent dans le Parlement Européen. Un jour, Lord Cockfield, qui est quotidiennement confronté à ces problèmes, a déclaré carrément qu'un marché intérieur intégré comporte la transformation du type de relations entre les Etats membres et donc le passage du concept de "souveraineté nationale", à celui d'"exercice partagé de la souveraineté". Si l'on veut supprimer réellement douze réglementations nationales souvent contradictoires, il sera indispensable de les remplacer par une treizième, simple et claire, et égale pour tous, qui en même temps caractériserait l'identité européenne faisant de ce continent non pas une entité isolée et fragmentée, mais une entité unie et dynamique, capable de prendre en charge les facteurs au sujet desquels le leader travailliste Kinnock exprime ses inquiétudes (cfr. J.P. d'aujourd'hui, p. 3). Le Plan Delors fournit - en admettant qu'il ne sorte pas défiguré des mains des Chefs de Gouvernement - les moyens techniques, mais il faut une autorité politique qui le gère. C'est une pure illusion de croire qu'une fois réalisé le grand marché, "tout irait de soi et que les institutions européennes ne joueraient qu'un rôle de conservation et d'observation. Aujourd'hui n'est jamais égal au lendemain : l'Europe doit être gouvernée tous les jours. Aucune civilisation ne s'est affirmée et développée sans institutions fortes assurées - d'une manière ou de l'autre - du soutien des citoyens.

Emanuele Gazzo